

-DECEMBRE--2018-

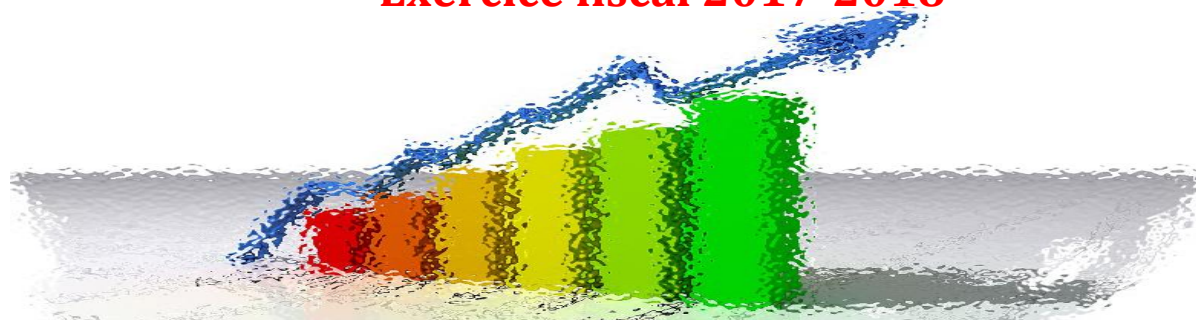


MINISTÈRE
DE
L'ÉCONOMIE
ET DES
FINANCES
(MEF)

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE D'HAÏTI ET PERSPECTIVES

Exercice fiscal 2017-2018



DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

RÉSUMÉ EXECUTIF

Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) d'octobre 2018, la dynamique de croissance du PIB mondial de 2017 (3.7%) devrait se maintenir en 2018 et 2019. Cependant, cette croissance sera moins importante dans les pays avancés que dans les pays en développement. La Commission Économique pour l'Amérique Latine et des Caraïbes (CEPAL) estime la croissance économique de la région LAC à 1.2 % en 2018 et prévoit une augmentation de celle-ci de 2.2 % en 2019. S'agissant du Venezuela, sa situation économique s'est dégradée et cette dégradation risque de continuer mais à un rythme plus faible. Après une période de stagnation, l'économie chilienne semble vouloir emprunter le sentier d'une croissance plus forte. Le Produit Intérieur Brut (PIB) du Chili devrait augmenter de près de 3.9% en 2018 et de 3.3% en 2019, après avoir affiché une timide croissance de 1.7% en 2017.

Par ailleurs, l'économie haïtienne, au cours de l'exercice fiscal 2017-2018, a connu une relative performance, comparée à l'exercice précédent. L'environnement macroéconomique s'est fragilisé davantage, notamment à la suite des émeutes des 6, 7 et 8 juillet 2018 et en raison du climat politique peu propice à l'attraction des investissements directs étrangers. En effet, les données disponibles sur l'année confirment une croissance de 1.5% en 2018 contre 1.2% un an auparavant. Les branches « *commerce, restaurants, hôtels* », « *autres services marchands* » et « *construction* » sont les principaux secteurs qui ont contribué à cette croissance modérée des activités productives sur ladite période. L'inflation annuelle est en décélération (14.6% en septembre 2018 contre 15.4% en septembre 2017), cependant l'accélération des prix de certains produits de première nécessité mérite de retenir l'attention des autorités, notamment le riz, le poulet et l'huile comestible.

Le taux de change continue sa dépréciation malgré l'utilisation, par la Banque Centrale, des principaux instruments monétaires pour lisser les fluctuations de la gourde et conséquemment juguler l'inflation. La gourde a connu une dépréciation de l'ordre de 11.6% sur l'exercice 2017-2018 contre une appréciation de 4.3% l'année précédente en dépit des ventes nettes de 90.1 millions de dollars par la Banque Centrale et des assèchements des liquidités du système bancaire à travers les bons et les obligations BRH.

Les administrations fiscales et douanières ont connu une performance relative en 2017-2018. En effet, l'augmentation des recettes courantes n'a été que de 6%, soit 8.6 points de pourcentage de moins par rapport à l'inflation de fin d'exercice. En outre, le niveau de recettes collectées a été très

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

en deçà de ce qui a été programmé dans le budget rectificatif, soit l'équivalent de 80% des recettes programmées ou de 12.6% du PIB.

Dans le document de cadrage macroéconomique de juin 2018 (avant les émeutes de juillet), le MEF tablait sur une croissance économique de 2.1% et de 3.8% de l'économie haïtienne respectivement en 2017-2018 et 2018-2019, mais révisée peu après les émeutes à respectivement 1.4% et 2.8%. Les estimations préliminaires de l'IHSI font état d'une croissance du PIB, en termes réels, de 1.5% en 2017-2018. À moyen terme, le taux de croissance projeté par le MEF sur les quatre (4) prochaines années est estimé à 3.3% en moyenne.

	population en millions, estimation 2017		11,2		Principaux produits d'exportations		Textiles, huiles essentielles, fruits de mer		Pauvreté (2017, % de la pop)		7.	
	Principaux marchés d'exportations		USA, Rep. Dom.		PIB par capita en US dollars, estimation 2017		747		Extrême-pauvreté (2017, % de la pop)		55	
									Degré d'alphabétisation des adultes (UNICEF, 2015)		48,7	

Indicateurs macroéconomiques	Cadre macroéconomique 2018-2022											
	2010-11	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
PIB												
à prix constants (en millions de gourdes)	13 996,0	34 407,0	15 017,0	15 430,0	15 626,0	15 853,0	16 020,0	16 277,0	16 725,57	17 296,31	17 917,31	18 524,31
variation annuelle	5,6%	2,9%	4,2%	2,8%	1,2%	1,9%	1,2%	1,9%	2,8%	3,4%	3,7%	3,4%
PIB												
à prix courants (en millions de gourdes)	207 682,00	328 061,00	364 517,00	391 625,00	423 644,00	481 232,00	551 911,00	631 820,00	695 385,84	775 524	866 071	965 345
variation annuelle	12,7%	10,2%	11,3%	7,4%	8,2%	13,6%	14,7%	14,9%	10,1%	11,5%	11,7%	11,9%
Déflateur du PIB												
à prix courants (en millions de gourdes)	21,6	22,8	24,3	25,4	27,1	30,4	34,4	38,6	41,6	44,5	48,1	52,1
variation annuelle	6,6%	5,3%	6,6%	4,5%	6,9%	12,0%	13,4%	12,8%	7,1%	7,9%	7,7%	7,8%
Inflation												
en glissement annuel	10,4	6,5	4,5	5,3	11,3	12,5	15,4	14,6	13,7	12,0	10,7	10,0
en moyenne annuelle	7,4	6,8	6,8	3,1	7,5	13,4	14,7	13,5	15,4	12,2	11,3	10,3
Recettes totales en millions de gourdes (1)	38 698,0	42 060,0	44 521,6	47 106,0	56 786,9	66 075,5	74 980,6	79 621,7	114 275,0	136 251,0	161 762,1	193 206,1
variation	23,1%	8,7%	5,9%	5,8%	20,6%	16,4%	13,9%	6,2%	43,5%	19,3%	20,1%	18,0%
Dépenses courantes en millions de gourdes (2) y compris amortissements	31 000,0	34 741,5	39 375,5	45 030,0	48 156,0	57 433,0	63 924,0	76 354,0	108 898,2	122 718,2	147 385,9	173 896,2
Dépenses d'investissement (Trésor public + BANQUE) en millions de gourdes (3)	15 073,1	28 878,0	29 798,0	22 145,0	19 091,2	10 251,0	8 602,0	8 489,0	28 931,0	33 534,0	36 652,8	39 517,5
Bons du Trésor et autres sources (secteur financier) En millions de gourdes	0,0	0,0	4 700,0	855,0	-4 130,0	3 228,0	3 599,0	3 135,0	8 999,0	2 700,0	2 400,0	2 400,0
variation fiscale	13,0%	12,8%	12,2%	12,0%	13,4%	13,7%	13,6%	12,6%	16,4%	17,6%	18,0%	20,9%

source : MEF/DEEP
 version 28 décembre 2018

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET RÉGIONAL RÉCENT

a. Environnement économique international

La dynamique de croissance du PIB mondial de 2017 (3.7%) devrait se maintenir en 2018 et 2019.¹ Ce maintien du niveau des activités économiques sera soutenu, d'une part, par des conditions financières accommodantes et les retombées nationales et internationales de l'expansionnisme de la politique budgétaire aux États-Unis et, d'autre part, par la dynamique de la demande domestique des économies en développement, notamment l'Inde et la hausse des exportations pour les pays producteurs de pétrole. Toutefois, il convient de souligner que dans certaines économies avancées, l'activité économique a été beaucoup plus modérée au premier semestre 2018 qu'en 2017.

Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) paru en octobre 2018, la croissance économique sera moins importante dans les pays avancés que dans les pays en développement. Dans le premier groupe, elle sera de 2.4% et de 2.1% respectivement en 2018 et 2019 contre 2.3% en 2017. Par contre, elle est projetée à 3.7% en 2018 et en 2019 pour le deuxième groupe. Les activités économiques dans les pays avancés seront plombées par les récentes mesures tarifaires annoncées par les États-Unis et le ralentissement des exportations des pays de la zone euro. Pour les pays en développement et exportateurs de pétrole, la croissance sera soutenue par la hausse des cours du pétrole.

À cause notamment de l'augmentation des cours du pétrole et du gaz naturel, l'indice des prix des produits de base a augmenté de 3.3% entre février et août 2018. Parmi les autres sous-indices, les métaux et les prix des produits agricoles ont baissé respectivement de 11.7% et de 6.4% tandis que les prix de l'énergie ont augmenté de 11.1%. **Le cours du baril de pétrole BRENT continue sa tendance haussière entamée depuis le mois de février 2018, en se fixant à US \$75.24**² en octobre 2018 contre US \$63.48 en février 2018, soit une hausse de 18.5%.

¹ Source : FMI-WEO-octobre 2018

² Source : OPEP

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

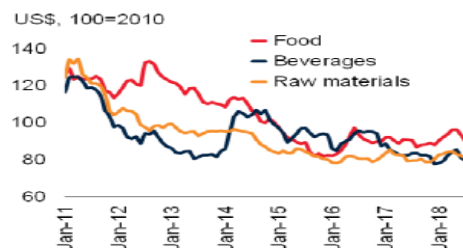
Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

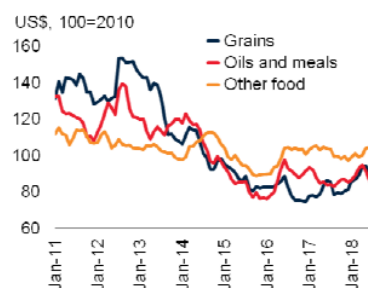
Après avoir connu une augmentation au début de l'année 2018, les prix des produits agricoles de base ont affiché un fléchissement au troisième trimestre 2018 en raison d'une estimation à la hausse de la production des cultures clés aux États-Unis (le maïs et le soja).

- Selon les perspectives des prix de la Banque mondiale (Octobre 2018), l'indice des prix des denrées agricoles devrait diminuer de 0.3% en 2018 augmenté de 1.6% en 2019 ;
- L'indice des prix des produits alimentaires devrait augmenter de 0.3% et de 1.4% respectivement en 2018 et 2019 ;
- Par contre, les prix des matières premières devraient augmenter de 0.6% et 1.8% respectivement en 2018 et 2019 ;

Agriculture price indexes



Food price indexes



et

Nominal price indexes and forecast revisions

			Price Indices (2010=100)				Change (%)		Revision2	
	2014	2015	2016	2017	2018f1	2019f1	2017-18	2018-19	2018f	2019f
Energy	118	65	55	68	91	92	33.3	1.3	9.3	10.8
Non-Energy³	97	81	79	84	85	86	1.6	1.0	-2.4	-1.8
Agriculture	103	88	87	87	86	88	-0.4	1.6	-2.9	-2.7
Beverages	102	94	91	83	78	80	-5.8	1.6	-4.4	-4.0
Food	107	88	89	90	90	91	0.3	1.5	-3.1	-2.9
Oils and meals	109	84	88	87	85	87	-2.0	2.2	-7.9	-7.4
Grains	104	87	81	81	88	90	9.7	1.4	1.8	1.7
Other food	107	95	99	102	98	99	-3.8	0.7	-1.3	-1.2
Raw materials	92	83	80	81	82	83	0.7	1.8	-1.5	-1.4
Fertilizers	101	98	78	74	81	83	9.3	2.0	5.6	5.4
Metals and minerals	85	67	63	78	82	82	5.4	-0.2	-2.5	-0.9
Precious metals³	101	91	97	98	96	96	-1.5	-0.7	-4.1	-3.7
Memorandum items										
Crude oil (\$/bbl)	96	51	43	53	72	74	36.4	2.8	7.0	9.0
Gold (\$/toz)	1,266	1,161	1,249	1,258	1,259	1,245	0.1	-1.1	-41.0	-37.1

Source: World Bank.
 Notes: (1) "f" denotes forecasts. (2) Denotes revision to the forecasts from the April 2018 report (expressed as change in index value except for \$/bbl for crude oil, and \$/toz for gold).
 (3) The non-energy price index excludes precious metals. See Appendix C for definitions of prices and indices.

b. Environnement Économique Régional

La Commission Économique pour l'Amérique Latine et des Caraïbes³ (CEPAL) estime la croissance économique de la région à 1.2 % en 2018 et prévoit une augmentation de celle-ci à 2.2 % en 2019. Comme d'habitude, la dynamique des activités économiques diffère d'une sous-région à l'autre. Pour les pays de l'Amérique du Sud spécialisés dans la production des matières premières, des produits alimentaires, une croissance de 0.7% et de 1.6% est prévue respectivement en 2018 et en 2019 tandis que, pour les pays de l'Amérique Centrale, le PIB est estimé à 3.2% en 2017 et projeté à 3.3% en 2018.

Les prévisions de croissance pour la République Dominicaine sont autour de 5.6% en 2018 et 5.3% en 2019. Cette dynamique de l'économie dominicaine est supportée par le tourisme, les transferts de la diaspora, ses zones franches dont sont issues 51% de ses exportations.

S'agissant du Venezuela, sa situation économique s'est dégradée et cette dégradation risque de continuer mais à un rythme plus faible. Selon les dernières projections de la CEPAL⁴, le PIB de ce pays diminuera de 15% en 2018 et de 8% en 2019. En dépit de sa proximité géographique avec les États-Unis, l'économie vénézuélienne a connu des chocs majeurs durant ces dernières années. L'hyperinflation et le défaut de la dette souveraine sont autant de facteurs qui plombent l'économie du Venezuela.

Après une période de stagnation, l'économie chilienne semble vouloir emprunter le sentier d'une croissance plus forte. Le Produit Intérieur Brut (PIB) du Chili devrait augmenter de près de 3.9% en 2018 et de 3.3% en 2019, après avoir affiché une timide croissance de 1,7% en 2017.⁵

Les faibles niveaux des indicateurs socio-économiques, dans les pays à faible revenu, représentent des contraintes majeures dans la poursuite des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. La dégradation de la situation des finances publiques, le niveau élevé de

³ Proyecciones de crecimiento par 2018 y 2019, <https://www.cepal.org/es/comunicados/actividad-economica-america-latina-caribe-se-expandira-13-2018-18-2019>, consulté le 5 décembre 2018.

⁴ CEPAL, https://www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/tabla-proyecciones_octubre-2018_esp.pdf, consulté le 5 décembre 2018

⁵ Banque Centrale de Chili, avril 2018

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

pauvreté et d'inégalité et l'accentuation des vulnérabilités financières sont autant de contraintes à aplanir pour l'atteinte des ODD. Par ailleurs, la diversification de ces économies est aussi un défi de taille pour ces pays.

TABLEAU 1 : Évolution des taux de croissance de l'économie mondiale (en %)

	Estimation (en %)		Projection (en %)	
	2017	2018	2018	2019
Monde	3.7	3.7	3.7	3.7
Pays avancés	2.3	2.4	2.4	2.1
Etats-Unis	2.2	2.9	2.9	2.5
Zone Euro	2.4	2.0	2.0	1.9
Pays Emergents et en Développement	4.7	4.7	4.7	4.7
Chine	6.9	6.6	6.6	6.2
Amérique Latine et Caraïbes	1.3	1.2	1.2	2.2
Brésil	1.0	1.4	1.4	2.4

Source: World Economic Outlook, October 2018, FMI

II. SITUATION MACROÉCONOMIQUE SUR L'EXERCICE FISCAL 2017-2018

a. Secteur réel, inflation, insécurité alimentaire et emploi

Au cours des trois (3) dernières décennies, Haïti a connu une multiplicité de chocs qui sont d'origine soit climatiques, externes ou socio-politiques ayant affecté la stabilité macroéconomique. L'un des derniers chocs socio-politiques auquel Haïti a dû faire face correspond aux émeutes des 6, 7 et 8 juillet 2018. En dépit de cette fragilité de l'environnement macroéconomique, l'économie haïtienne, au cours de l'exercice fiscal 2017-2018, a connu une relative performance, comparée à l'exercice précédent. En effet, **les estimations préliminaires de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) font état d'une croissance du PIB, en termes réels, de 1.5% en 2017-2018 contre 1.2% un an auparavant.** Le PIB à prix constant a atteint 16.3 milliards de gourdes en 2017-2018 contre 16 milliards en 2016-2017.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

Du côté de l'offre, presque toutes les branches d'activités économiques, hormis celles relatives à la production d'énergie électrique, gaz et eau, et les industries extractives, ont contribué à la croissance modérée des activités de production de l'année :

- En terme de variation, **« les autres services marchands » et « non marchands », sont les branches d'activités les plus dynamiques en 2017-2018** avec respectivement des croissances de 2.4% et 2.2%, **suivies par la branche « construction »** qui a connu une croissance de 2.1%.
- En outre, en terme de contribution à la croissance, **les branches d'activités « commerce, restaurants, hôtels », « autres services marchands », et la « construction »** sont les principaux secteurs qui ont supporté la croissance en 2017-2018.
- Depuis plusieurs décennies, **l'économie haïtienne est en train de se tertiariser** avec le secteur des services qui prend des ampleurs beaucoup plus importants. Aujourd'hui (2018), le secteur « services » représente un poids de 53% dans l'économie alors que le secteur secondaire n'occupe que 19%, En outre, depuis le tremblement de terre de 2010, on a aussi constaté que **la branche « bâtiments et travaux publics » est de plus en plus dynamique.**
- **S'agissant de l'agriculture, en dépit de son poids de 20% dans le PIB et d'une croissance de +1% en 2017-2018, son accroissement n'a pas été substantiel pour influencer significativement la croissance de cette année.** En 2018, le pays a été évité par les grandes intempéries qui, habituellement, impactent le secteur agricole avec des effets distributifs négatifs sur les autres branches d'activité économique. Ce résultat serait plus probant s'il n'y avait pas un arrêt prématuré en juin 2018 de la saison pluvieuse qui avait bien démarré dès les mois de mars et d'avril au cours de la campagne agricole de printemps, et si (2) on n'avait pas accusé des retards dans la distribution des intrants, car la réception tardive des semences a mis à mal les activités des agriculteurs.

Du côté de la demande, les investissements et les exportations (variation en volume respective de 2.3% et 2%) **sont les principaux agrégats qui ont supporté la croissance de 2017-2018**, alors que la croissance de 2016-2017 était surtout supportée par la consommation :

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

-
- Il faut noter que **les investissements publics, cette année, ont contribué substantiellement à la croissance de l'investissement globale**, notamment les investissements financés par le trésor public ont passé de 6.2 milliards de gourdes en 2016-2017 à 11.6 milliards de gourdes en 2017-2018.
 - Par ailleurs, **les exportations de biens en valeur sont passées de 992 millions de dollars en 2016-2017 à 1.1 milliard de dollars en 2017-2018**. En dépit du poids imposant du secteur textile dans les exportations haïtiennes, **l'année 2018 a connu une augmentation assez significative des exportations des « huiles essentielles » et du « Cacao »** qui ont augmenté respectivement de 47% et de 18%. En effet, les exportations de « l'huile essentielle » sont passées de 37 millions de dollars en 2016-2017 à 54 millions en 2017-2018, pendant que les exportations de « cacao » sont passées de 5.2 millions de dollars en 2016-2017 à 6.2 millions de dollars en 2017-2018.
 - **En 2017-2018, les importations de biens en valeur ont crû beaucoup plus vite que les exportations**. En effet, les importations sont passées de 3.6 milliards de dollars en 2016-2017 à 4.6 milliards en 2017-2018, soit une augmentation de 26%, alors que les exportations n'ont crû que de 8.7% sur l'année. **Les produits pétroliers** (Gazoline, Gasoil, Kérosène, mazout, lubrifiants, bitume, GPL) **et les produits alimentaires représentent respectivement environ 21% et 18% de l'ensemble des importations de 2018**.

L'inflation globale a enregistré une légère décélération sur l'exercice fiscal 2017-2018 comparé à l'exercice fiscal précédent. La dépréciation de la gourde a beaucoup affecté le niveau de l'inflation durant l'exercice fiscal 2017-2018. **Toutefois, une meilleure disponibilité des produits agricoles locaux** (croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole de 1% en 2017-2018 contre 0.8% l'année précédente) **a mitigé l'impact de la dépréciation sur l'inflation**. En effet, sur les douze mois de l'exercice 2017-2018, l'IPC global a crû de +1.1% et de 13.5% respectivement en rythme mensuel et moyenne mensuelle, alors qu'en 2016-2017 il a été de +1.2% et 14.7% respectivement en rythme mensuel et moyenne annuelle. Toutefois, il nous faut, sur les cinq prochaines années, travailler pour ramener l'inflation à un seul chiffre comme cela a été le cas avant 2015.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

Par ailleurs, l'accélération des prix de certains produits de consommation de masse et de certaines fonctions de consommation mérite de retenir l'attention des autorités. En effet, les produits de première nécessité comme le riz, le poulet, et l'huile comestible ont connu des hausses significatives sur l'exercice. En outre, les fonctions de consommation « *santé* » et « *habillements, tissus et chaussures* » ont battu des records avec des niveaux d'inflation de respectivement 22% et 17.1% au 30 septembre 2018. Par contre l'inflation au niveau du « *transport* » a été contenue autour de 4.3% en raison notamment du gel des prix des produits pétroliers à la pompe sur l'exercice.

En matière d'insécurité alimentaire, la plus récente note de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) dénote une amélioration des conditions générales de sécurité alimentaire dans certains départements, notamment la Grand 'Anse et le Nord-Est, qui sont passés de la phase de crise à la phase stress selon le protocole IPC entre mars-juin 2018 et juillet-septembre 2018. Les zones bananières de l'Ouest et rizicole de l'Artibonite sont également passées de la phase de stress à la phase minimale.

Par ailleurs, en dépit de leur caractère temporaire, le volume d'emplois a connu une hausse relativement modérée sur les trois (3) premiers trimestres 2017-2018. En effet, l'indice de l'emploi a crû en moyenne de 6% sur les trois trimestres contre 1.9% sur l'exercice précédent. La majorité des emplois créés au premier trimestre concerne les emplois temporaires à haute intensité de main d'œuvre alors que les secteurs institutionnels qui ont contribué à la hausse des emplois au deuxième trimestre concernent les ONG et les Organisations internationales. S'agissant du troisième trimestre, les emplois créés étaient surtout concentrés au niveau des entreprises publiques et des ONG. Toutefois, en fin d'exercice, on s'attend à un recul de l'indice de l'emploi en raison des conséquences des émeutes des 6-8 juillet 2018.

b. Finances publiques

L'évolution des finances publiques sur l'exercice fiscal 2017-2018 n'a pas été trop reluisante, ce qui a affecté l'évolution des activités économiques et la stabilité macroéconomique. Les Finances publiques ont été affectées essentiellement par la dépréciation continue de la gourde ; le ralentissement du rythme de croissance de la collecte des recettes depuis février ; le niveau imposant

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

des exonérations fiscales ; des manques à gagner importants sur les recettes pétrolières ; la lenteur du rythme d'exécution du budget des secteurs porteurs, mettant en péril l'objectif de croissance économique visé initialement ; l'augmentation des subventions accordées au secteur d'électricité (EDH) ; l'accélération du financement BRH ; et des émeutes affectant surtout les activités commerciales et les services publics. Cependant, les investissements financés par le Trésor public ont connu un bon extraordinaire sur l'exercice.

Les efforts des administrations de perception ont permis d'augmenter légèrement les recettes courantes, mais pas assez pour compenser les manques à gagner sur les produits pétroliers et l'accélération de l'inflation sur l'année. En effet, les recettes fiscales collectées s'élèvent à 79.3 milliards de gourdes, soit une augmentation de 6% par rapport à la même période de l'exercice précédent ou l'équivalent de 80% des recettes programmées dans le budget rectificatif. Cette relative performance est expliquée en partie par l'accroissement annuel du volume des activités économiques, notamment au niveau de la branche « commerce, hôtels et restaurants », et la lutte contre la contrebande. Il faut toutefois noter que les recettes collectées ont connu un certain ralentissement de croissance à partir de février 2018, situation qui s'accroît au début du dernier trimestre suite aux émeutes des 6, 7 et 8 juillet 2018.

Outre cela, le pays connaît une raréfaction des ressources externes et des manques à gagner importants sur les recettes pétrolières résultant du non ajustement des prix à la pompe. Aussi, le cumul des pertes de recettes sur les produits pétroliers a atteint 16.4 milliards de gourdes au 30 septembre 2018 contre des recettes pétrolières collectées de l'ordre de 2.9 milliards de gourdes. Il a fallu attendre le mois de juillet 2018 pour qu'Haïti puisse bénéficier de l'appui budgétaire promis par l'Union Européenne suivi d'un décaissement de 20 millions de dollars promis par la Banque Mondiale en septembre 2018.

Globalement, les dépenses totales (non compris amortissements de la dette) de l'administration centrale ont cru à un rythme plus important que les recettes courantes. Ces dépenses ont atteint 87.9 milliards de gourdes, soit une augmentation de 25% par rapport à l'année dernière, contre 6% pour les recettes courantes. Cette progression est due notamment aux dépenses courantes évaluées à 90% des dépenses totales, et à 96% des recettes courantes. Toutefois, on dénote le poids substantiel du poste «

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

traitements et salaires », soit près de la moitié des dépenses totales, provenant en partie du mouvement de personnel pour les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice (policiers).

En dépit des manques à gagner sur les recettes pétrolières, **les efforts du gouvernement ont permis une augmentation significative des dépenses d'investissements financées à partir du Compte Central du Trésor.** Sur l'exercice en cours, les crédits engagés en dépenses d'investissement ont atteint 11.6 milliards de gourdes, soit une augmentation de 87% par rapport à 2016-2017. Cette performance est imputée essentiellement à des programmes et projets touchant respectivement les secteurs d'infrastructures et d'agriculture. Cependant, l'impact sur le secteur agricole a été plus ou moins mitigé en raison d'un arrêt prématuré de la saison pluvieuse de printemps dans certaines zones géographiques.

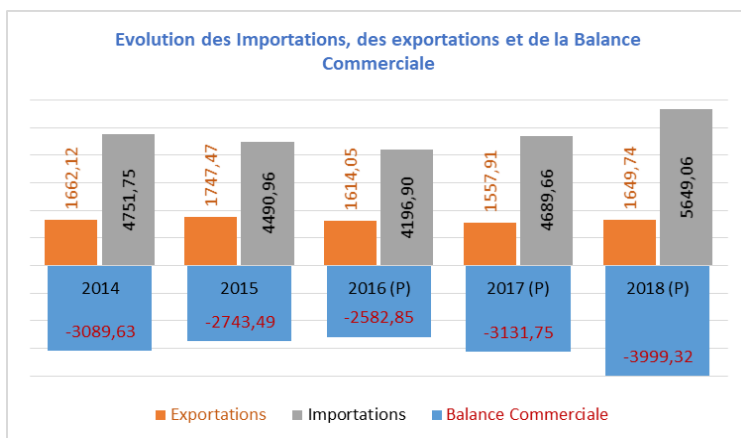
Par ailleurs, en matière de gestion de trésorerie, le financement BRH a plus que triplé par rapport à l'exercice fiscal précédent. En effet, le financement BRH s'est accéléré en passant de 6.5 milliards de gourdes en septembre 2017 à 24.1 milliards de gourdes au 30 septembre 2018. Il faut toutefois signaler que ce niveau de financement est attribuable en partie aux manques à gagner sur les recettes pétrolières mais aussi à l'accélération des subventions à l'EDH qui sont passées de 8.7 milliards de gourdes en 2016-2017 à 10.4 milliards en 2017-2018. A noter qu'environ 25% de ces subventions sont constituées de paiement de lettre de garantie et les autres 75% constituent des dépenses de BMPAD pour le fonctionnement des trois centrales PBM.

Il faut souligner que même si l'EDH n'a pas pu atteindre cette année le niveau du taux de facturation prévu dans le programme avec le FMI (55%), il y a eu quand même des efforts importants. En effet, le taux de facturation est passé de 40% en 2016-2017 à 45% en 2017-2018 et l'EDH est classé 18^{ème} parmi les entreprises qui ont versé plus de taxes à l'Etat en 2017-2018.

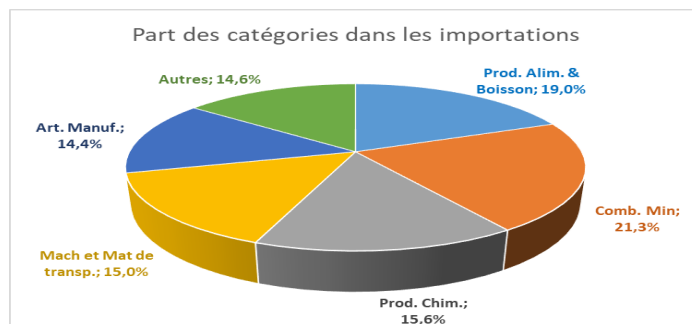
c. Secteur externe et dette

Au terme de l'exercice fiscal 2017-2018, le solde global de la balance des paiements a affiché un déficit de 168 milliards de dollars U.S. Ce résultat est, en effet, la conséquence de la dégradation de la balance des comptes courants qui affiche un solde déficitaire de 377 millions de dollars et ce, en dépit d'une amélioration du compte capital (+24%) et des comptes financiers (+82%). Le double effet de l'accélération du déficit commercial et la persistance du déficit budgétaire explique l'augmentation du besoin de financement de l'économie haïtienne.

Détérioration du solde des transactions courantes. Le solde des transactions courantes de la balance des paiements est déficitaire de 377,62 millions de dollars E.U, contre un déficit de 87 millions de dollars enregistré au cours de l'exercice fiscal précédent. Ce déficit du compte courant est plus prononcé en 2018 par rapport à l'exercice précédent en raison de la dégradation des échanges commerciaux de biens et services. **En effet, le déficit commercial du pays a atteint 3.9 milliards de dollars, contre 3.1 milliards au cours de l'exercice 2016-17**, reflétant la poursuite du déficit structurel des échanges des biens et des échanges de services soldés respectivement à **-3,4 milliards de dollars** et **-521 millions de dollars U.S.**



- **Accélération des importations.** Cette dégradation des échanges des biens et des services résulte de la hausse des importations, passant de 4.6 milliards de dollars à 5.6 milliards, soit une



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

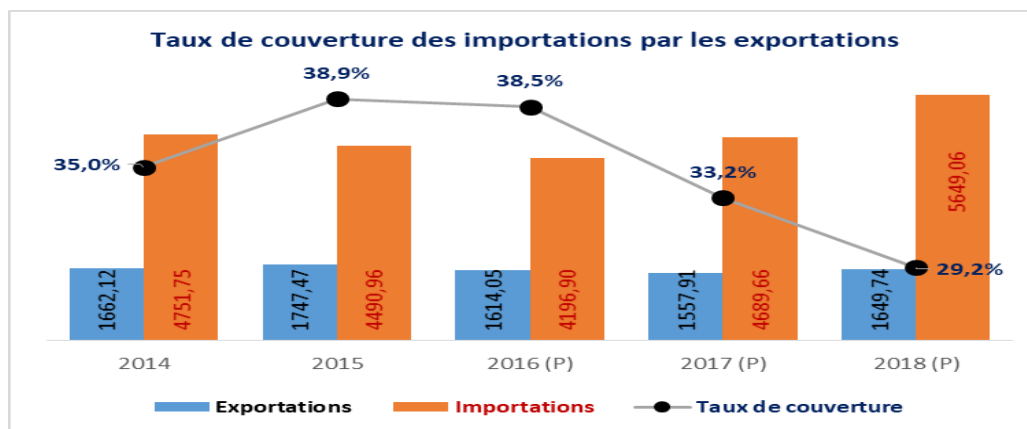
Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

croissance de 28%. Dominée en grande partie par les combustibles et minéraux dont les produits pétroliers occupent la première place (942 millions de \$), ensuite viennent les produits alimentaires (830 millions de \$) et les produits chimiques (710 millions de dollars US). La structure des importations n'a pas changé depuis 2014. Cette situation traduit l'accentuation de la dépendance de l'économie haïtienne par rapport à ses partenaires commerciaux pour les biens les plus élémentaires.

- **Accroissement modéré des exportations.** Parallèlement à l'augmentation des importations, les exportations ont connu une légère croissance (+ 6%) pour atteindre la barre de 1.6 milliard de dollars US. Toutefois, la hausse des exportations est trop faible pour contrebalancer l'accélération des importations. Les exportations sont donc très souvent exposées aux effets des chocs politiques et des catastrophes naturelles qui influent négativement sur l'industrie textile et la production agricole. En ce qui concerne la composition des exportations, on constate que la part des articles manufacturés, en particulier les produits des industries d'assemblage, représente 74% des exportations totales, suivie par d'autres postes tels que : les huiles essentielles (10.7%), les fruits de mer (1,5%) et les mangues (1.32%) ; le café quant à lui se pointe avec (0.2%) loin derrière les déchets plastiques comptés pour (1.3%) des exportations totales.

- **La progression disproportionnée entre les importations et les exportations implique un**



déficit commercial persistant. La chute marquée du taux de couverture des importations par les exportations, passant de 33.2% à 29% entre 2017 à 2018, met en évidence l'évolution de la disparité entre les importations et les exportations, contribuant ainsi à creuser le déficit

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

commercial haïtien. Cette dynamique de détérioration de la performance commerciale du pays n'est pas sans conséquence sur la compétitivité des entreprises locales, la dépréciation du taux de change et le taux d'inflation. Une situation qui risque de s'aggraver avec la remontée des prix des produits pétroliers sur le marché international.

- **Si les revenus nets ont diminué de (2%) par rapport à l'exercice précédent, les dons officiels et les transferts de fonds des travailleurs ont augmenté respectivement de 0.2% et de 18%.** Les envois de fonds des travailleurs ont contribué substantiellement à mitiger la dégradation de la balance des paiements. Ce flux important de transferts de fonds provenant de divers pays (Etats-Unis, Canada, Brésil et Chili), évalué à 3.2 milliards de dollars pour l'exercice 2017-2018, représente plus d'un tiers du PIB et constitue l'une des plus importantes sources de financement de l'économie. Malgré cet apport en devise de la diaspora, le profil des échanges extérieurs du pays avec le reste du monde reste fragile. En témoigne la diminution des avoirs de réserves de 28 millions de dollars E.U pour cet exercice.

Amélioration du solde des comptes financiers. Le solde du compte des opérations financières s'est accru de 82% par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 276.8 millions de dollars. Cette évolution du compte financier de la balance des paiements est étroitement liée à la performance du secteur bancaire. Cependant, les Investissements Directs Étrangers (IDE) ont fléchi de 72 % par rapport à l'exercice précédent. Les flux des IDE en Haïti se sont établis à 105 millions de dollars E.U, en diminution de près de 269.9 millions de dollars E.U par rapport à 2016-2017. Toutefois, ce recul est surtout le signe d'une normalisation du profil d'évolution des IDE, après avoir connu un pic de 374.86 millions de dollars en raison de l'acquisition de DINASSA, la principale entreprise de distribution de produits pétroliers dans le pays, par la compagnie française RUBIS. Néanmoins, les situations d'instabilités politiques risquent de décourager les investisseurs étrangers et de provoquer la délocalisation de certaines entreprises sur place.

L'encours de la dette externe n'a pas vraiment évolué sur l'exercice fiscal 2017-2018 par rapport à l'exercice précédent. L'encours de la dette externe d'Haïti est passé de 2.13 milliards de dollars en septembre 2017 à 2.12 milliards au 30 septembre 2018. Par contre, le Service de la dette a fortement progressé (20%) en passant de 17.3 millions de dollars en 2016-2017 à 20.9 millions de dollars en 2017-2018.

d. Orientations de la politique monétaire

Les décisions de politique monétaire, tout au long de l'exercice fiscal 2017-2018, ont été prises dans le souci de lisser les fluctuations de la gourde et de juguler l'inflation. Ainsi la Banque Centrale a poursuivi une politique monétaire prudente caractérisée par le maintien des taux d'intérêts nominaux sur les bons BRH de différentes maturités inchangées depuis décembre 2016 ; l'augmentation de 5% à 7.5% de la couverture en gourdes des réserves obligatoires sur les passifs en devises, en vue de libérer des ressources en dollars et mieux approvisionner le marché des changes; le règlement exclusivement en gourdes des cartes de crédits émises en Haïti ; l'obligation faite par le gouvernement de libeller les transactions commerciales en gourdes suivie d'un assouplissement de cette mesure; et la modification des maturités des obligations BRH ainsi que les taux d'intérêt y relatifs.

Sur l'exercice fiscal 2017-2018, les interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes ont été beaucoup plus substantielles par rapport à l'exercice écoulé. En vue de diminuer la pression sur le marché des changes et du même coup limiter les transmissions des effets négatifs de la dépréciation de la gourde à l'inflation, la Banque Centrale a effectué des interventions de l'ordre de 90 millions de dollars de ventes nettes contre 12 millions de dollars d'achats nets au cours de l'exercice précédent . En dépit de ces interventions actives de la BRH sur le marché des changes, la gourde s'est dépréciée de 11.6% pour s'établir à 69.98 gourdes pour un dollar au 30 septembre 2018 contre une appréciation de 4.3% à la même période de l'exercice antérieur. Cette dépréciation de la monnaie nationale est imputable à l'aggravation du déficit commercial, au surplus de liquidités créé par le financement monétaire et aux incertitudes persistantes découlant des événements de juillet 2018. Aussi les interventions sur le marché de changes ont entraîné une baisse de 149 millions de dollars des Réserves Nettes de Changes, passant de 924 millions de dollars en septembre 2017 à 775 millions de dollars au 30 septembre 2018.

III. IMPACTS DES ÉVÉNEMENTS DU 6 AU 8 JUILLET SUR L'ÉCONOMIE ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE

- **Les événements du 6 au 8 juillet ont eu de multiples impacts sur les entreprises, le chômage, le niveau anticipé de l'inflation et sur les ménages pauvres et vulnérables.** Les actes de vandalisme perpétrés contre les entreprises conduisent à une détérioration complète du climat des affaires et impactent négativement sur l'investissement privé, les investissements directs étrangers, les activités de production, notamment dans le secteur touristique.
- **En plombant l'activité économique, ces scènes de pillage devraient engendrer une réduction de l'assiette fiscale et par ricochet les ressources propres de l'État, mais aussi réduire le nombre d'emplois dans l'économie.** Les impacts sur la Taxe sur Chiffres d'Affaire (TCA), les droits d'accises, et les prélèvements sur salaires seront immédiats étant donné que les entreprises sont obligées de les payer mensuellement. Par contre, il faut attendre le premier trimestre de l'exercice fiscal 2018-2019 pour que l'impact sur le paiement de l'impôt sur le Revenu soit constaté. En outre, des centaines de travailleurs ont perdu leurs emplois, ne serait-ce de manière temporaire à cause de cette situation de fait.
- **Le retrait de la hausse des prix à la pompe a dû ralentir l'inflation anticipée, notamment au niveau de la fonction « transport ».** En effet, le cadrage macroéconomique 2018-2019 tablait sur des taux d'inflation en moyenne annuelle de 14.8% et 14.9% respectivement en 2017-2018 et 2018-2019. Cependant la conjoncture actuelle devrait permettre de ramener l'inflation à un niveau de 13.5% en 2017-2018 et 15.8% en 2018-2019.
- **Perspectives macroéconomiques 2017/2018.** Lors de la préparation du Cadrage macroéconomique du Budget de l'exercice fiscal 2017/2018, la Direction des Études Économiques et Prévisions (DEEP) du MEF tablait sur un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 3.9%. Cependant, selon les chiffres disponibles sur les Indicateurs Conjoncturels d'Activité Économique (ICAE) sur les trois premiers trimestres et les impacts attendus des événements des 6, 7 et 8 juillet, le taux de croissance est révisé à 1.4%.

-
- **Perspectives de croissance 2018-2022.** Sous l'hypothèse d'une meilleure mobilisation des ressources propres de l'État, d'une réforme fiscale adaptée aux besoins réels de l'économie, des politiques sectoriels bien définis, la croissance moyenne serait autour de 3.3% sur les quatre (4) prochaines années. L'inflation ne devrait revenir à un chiffre qu'à la fin de 2022 sous les hypothèses d'une nette amélioration de l'offre alimentaire et d'une stabilisation du taux de change. Par ailleurs, la croissance projetée pour 2018-2019 est révisée à 2.8% et l'inflation en glissement annuel devrait ralentir à 13.7% d'ici septembre 2019.

CONCLUSION

En dépit des conditions socioéconomiques difficiles, l'économie haïtienne a enregistré en 2017-2018 une croissance positive et supérieure à la croissance de l'année dernière. En effet, la croissance économique est passée de 1.2% en 2016-2017 à 1.5% en 2017-2018. Ce résultat, quoique faible en comparaison au taux de croissance démographique (1.5%), confirme huit (8) années consécutives de croissance positive. Toutefois, cette situation interpelle l'Etat haïtien à non seulement poser les bases pour que l'on revienne à une croissance soutenue comme cela a été le cas dans les années 70, mais aussi à assurer une meilleure répartition des fruits de cette croissance de manière à atténuer le niveau de l'inégalité sociale dans le pays.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)
Situation Économique et Financière d'Haïti
Période : Exercice fiscal 2017-2018

ANNEXE DES TABLEAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

Balance des paiements d'Haïti					
En millions de Dollars E.U. (sauf indication contraire)					
	2014	2015	2016 (P)	2017 (P)	2018 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-749,10	-265,66	-70,55	-87,59	-377,62
Biens et Services	- 3 089,63	- 2 743,49	- 2 582,85	- 3 131,75	- 3 999,32
Crédit	1 662,12	1 747,47	1 614,05	1 557,91	1 649,74
Débit	- 4 751,75	- 4 490,96	- 4 196,90	- 4 689,66	- 5 649,06
Biens	- 2 705,22	- 2 425,42	- 2 175,87	- 2 625,51	- 3 477,78
Crédit	960,93	1 023,96	1 007,46	992,17	1 078,47
Débit	- 3 666,15	- 3 449,38	- 3 183,33	- 3 617,68	- 4 556,26
Services	- 384,41	- 318,07	- 406,98	- 506,24	- 521,53
Crédit	701,19	723,51	606,59	565,74	571,27
Débit	- 1 085,60	- 1 041,58	- 1 013,57	- 1 071,98	- 1 092,80
Revenus	49,10	40,63	47,93	53,65	52,81
Crédit	63,54	61,81	68,23	72,74	70,22
Débit	- 14,44	- 21,18	- 20,31	- 19,08	- 17,41
Transferts courants	2 291,43	2 437,20	2 464,37	2 990,51	3 568,89
Crédit:	2 540,03	2 684,50	2 730,72	3 288,22	3 878,27
Dons officiels	563,00	488,94	372,07	385,32	386,30
Envois de fonds des travailleurs	1 977,03	2 195,56	2 358,65	2 721,84	3 214,47
Autres				181,05	277,50
Débit	- 248,60	- 247,30	- 266,34	- 297,71	- 309,39
B. COMPTE DE CAPITAL	25,90	18,00	59,11	25,00	31,00
Crédit	25,90	18,00	59,11	25,00	31,00
Débit	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	620,51	190,08	6,74	152,14	276,82
Investissements directs	99,00	105,68	104,90	374,86	105,00
Autres Investissements	521,51	84,40	- 98,16	- 222,72	171,82
Admin. Publiques (nets)	350,68	163,26	- 47,95	- 4,72	- 43,26
Autorité monétaire (nets)	92,00	-	-	-	-
Secteur bancaire (net)	69,46	- 96,82	- 44,59	- 266,59	151,88
Secteur non bancaire (net)	2,00	25,00	- 6,00	35,00	68,32
Autres avoirs et engagements(nets)	7,37	- 7,04	0,38	13,59	- 5,12
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	15,89	- 165,82	86,06	95,64	- 98,24
BALANCE GLOBALE	- 86,80	- 223,41	81,35	27,14	- 168,04
E. FINANCEMENT	86,80	223,41	- 81,35	- 27,14	168,04
Avoirs de réserve 1/	79,75	141,34	- 142,02	- 202,26	28,76
Utilisation des crédits et prêts du FMI	0,49	9,14	- 2,76	36,37	- 6,77
Autres Engagements 2/	0,01	- 3,76	5,04	- 0,45	56,22
Variation des Arriérés de paiement/3		77,17	56,63	137,55	87,96
Allocations de DTS	- 4,03	- 6,04	- 0,85	- 1,33	- 0,94
Remise de dette	5,31	3,62	2,61	2,99	2,71
Rééchelonnement obtenu	5,27	1,93	-	-	0,10

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES ET PREVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

	Oct. 17 prov.	Nov. 17 prov.	Dec. 17 prov.	trfm I 17-18	Janv. 18 prov.	Fevr. 18 prov.	Mars 18 prov.	trfm II 17-18	Avr. 18 prov.	Mai 18 Prov.	juin 18 prov.	trfm III 17-18	Juil. 18 prov.	Aout 18 prov.	Sept. 18 prov.	trfm IV 17-18	Oct 17-Sept 18	Oct 16-Sept 17	Variation
I. Recettes totales (L1+ L2)	7 191	6 728	7 729	21 648	7 051	6 477	6 065	19 593	7 006	6 567	6 876	20 449	5 929	6 034	5 707	17 669	79 360	74 972	6%
LI Recettes courantes	7 191	6 728	7 729	21 648	7 051	6 477	6 065	19 593	7 006	6 567	6 876	20 449	5 929	6 034	5 707	17 669	79 360	74 972	6%
I.1.1 Recettes fiscales	7 191	6 728	7 729	21 648	7 051	6 477	6 065	19 593	7 006	6 567	6 876	20 449	5 929	6 034	5 707	17 669	79 360	74 972	6%
Recettes internes:	4 942	4 418	5 563	14 922	5 174	4 924	4 501	14 599	5 042	4 769	4 891	14 702	4 203	4 053	4 000	12 257	56 480	53 091	6%
Impôt sur le revenu (P-au-P)	2 159	1 200	2 739	6 099	1 711	2 373	1 696	5 780	1 921	2 146	1 293	5 359	1 209	915	1 237	3 361	20 599	20 487	1%
Droits d'accise (P-au-P)	184	148	169	501	118	105	123	347	143	91	149	382	116	147	99	362	1 591	1 985	-20%
TCA (P-au-P)	1 758	1 889	1 677	5 324	2 097	1 495	1 679	5 271	1 840	1 484	2 302	5 626	1 987	1 953	1 861	5 802	22 023	19 849	11%
Autres Taxes (P-au-P)	446	714	553	1 712	780	562	588	1 930	656	532	626	1 815	444	584	629	1 658	7 115	6 461	10%
Recettes internes de province	395	466	424	1 285	468	389	415	1 272	483	516	521	1 519	447	453	175	1 075	5 151	4 309	20%
Recettes douanières	2 230	2 300	2 156	6 686	1 841	1 532	1 537	4 910	1 957	1 676	1 944	5 577	1 719	1 948	1 693	5 360	22 533	21 654	4%
Autres ressources fiscales	19	10	11	40	36	21	27	84	7	122	41	170	7	33	13	53	347	226	54%
II. Total des dépenses et des prêts moins recouvrements (II.1 + II.2)	5 797	5 204	10 328	21 328	5 724	5 142	6 205	17 071	6 131	6 709	6 338	19 178	5 852	7 095	17 453	30 400	87 977	70 179	25%
II.1 Dépenses courantes	5 699	4 987	8 917	19 603	5 412	4 698	5 856	15 967	5 203	5 790	5 426	16 419	4 912	5 881	13 507	24 299	76 287	63 924	19%
Traitements et salaires	2 797	2 707	5 135	10 639	2 782	2 836	3 007	8 625	3 071	3 023	3 059	9 153	2 921	3 152	3 156	9 228	37 645	33 746	12%
Employés permanents	2 054	2 066	2 073	6 194	2 080	2 076	2 084	6 240	2 094	2 099	2 167	6 361	2 179	2 185	2 189	6 553	25 348	22 514	13%
Autres	742	641	3 062	4 445	703	759	923	2 385	977	924	892	2 792	742	967	967	2 676	12 298	11 232	9%
dont comptes courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres achats de biens et services (Fonctionnement)	2 437	1 733	2 506	6 676	1 844	1 101	2 227	5 171	1 459	1 601	1 450	4 510	1 125	1 637	6 192	8 954	25 312	21 132	20%
dont comptes courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Versements d'intérêts	11	25	376	411	105	176	123	404	108	155	225	489	112	202	332	645	1 949	1 717	13%
2.2. internes	0	23	73	97	12	95	1	107	0	50	71	121	0	0	310	310	635	450	41%
Titres publics	0	0	61	61	0	0	0	0	0	48	61	109	0	0	0	0	170	122	39%
Autres créanciers	0	23	12	36	12	95	1	107	0	2	10	12	0	0	310	310	466	328	42%
2.3. externes	11	1	302	314	93	82	122	296	108	106	154	368	112	202	22	335	1 314	1 268	4%
Subventions et autres transferts courants	454	522	901	1 877	681	586	499	1 766	565	1 011	691	2 267	754	890	3 826	5 471	11 381	7 328	55%
II.2 Investissements	98	217	1 411	1 726	312	443	349	1 104	928	919	912	2 759	941	1 214	3 947	6 101	11 690	6 255	87%
Projets d'investissement	60	151	1 299	1 509	251	375	312	939	759	821	788	2 368	891	1 172	3 583	5 646	10 462	5 256	99%
Machineries et équipements	38	66	112	216	60	68	37	166	170	98	124	391	49	42	363	455	1 228	999	23%
Indemnités pour expropriations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde courant	1 492	1 741	-1 188	2 046	1 639	1 778	209	3 626	1 803	777	1 451	4 030	1 018	153	-7 800	-6 629	3 073	11 048	-72%
Solde global (base engagement avant [a] ci-dessous)	1 394	1 524	-2 599	320	1 327	1 335	-140	2 522	875	-142	539	1 271	77	-1 061	-11 747	-12 731	-8 618	4 793	-280%
[a] Coût des élections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global (base engagement après [a] ci-dessus)	1 394	1 524	-2 599	320	1 327	1 335	-140	2 522	875	-142	539	1 271	77	-1 061	-11 747	-12 731	-8 618	4 793	-280%
Ajustement	-3 949	-2 589	2 817	-3 720	-2 564	-885	1	-3 448	-1 439	-1 452	2 291	-600	-4 020	-3 815	3 271	-4 565	-12 333	-3 730	231%
Solde global (base caisse)	-2 555	-1 064	219	-3 401	-1 237	450	-139	-926	-564	-1 594	2 829	671	-3 943	-4 876	-8 476	-17 296	-20 951	1 063	
III. Financement total (net) (III.1 + III.2)	2 555	1 064	-219	3 401	1 237	-450	139	926	564	1 594	-2 829	-671	3 943	4 876	8 476	17 296	20 951	-1 063	
III.1 Financement externe (net)	-10	-2	-1 004	-1 016	-401	-364	-598	-1 363	-383	-471	-521	-1 375	1 921	423	-131	2 213	-1 540	-3 622	-57%
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 341	1 395	0	3 736	3 736	1 055	254%
Prêts (nets)	-10	-2	-1 004	-1 016	-401	-364	-598	-1 363	-383	-471	-521	-1 375	-420	-972	-131	-1 523	-5 276	-4 677	13%
Tirages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements	-10	-2	-1 004	-1 016	-401	-364	-598	-1 363	-383	-471	-521	-1 375	-420	-972	-131	-1 523	-5 276	-4 677	13%
Arriérés (nets)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III.2 Financement interne (net)	2 565	1 066	785	4 416	1 638	-86	737	2 289	948	2 064	-2 309	703	2 023	4 453	8 607	15 082	22 491	2 559	779%
Secteur bancaire (net)	2 565	1 066	785	4 416	1 638	-86	737	2 289	948	2 064	-2 309	703	2 023	4 453	8 607	15 082	22 491	2 559	779%
BRH (net)	2 630	1 711	1 606	5 946	2 120	558	737	3 415	948	964	-2 309	-397	2 023	4 453	8 687	15 163	24 127	6 559	268%
Banques commerciales (net)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 100	0	1 100	0	0	2 035	2 035	3 135	0	0
Emissions de titres publics	0	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	1 100	1 400	2 500	0	0	2 100	2 100	6 000	2 800	114%
Amortissements	0	0	-1 400	-1 400	0	0	0	0	0	0	-1 400	-1 400	0	0	-65	-65	-2 865	-2 800	2%
Amortissement Obligations à long terme	-65	-644	-821	-1 530	-482	-644	0	-1 126	0	0	0	0	0	0	-2 115	-2 115	-4 772	-4 000	19%
Entreprises privées non financières (net)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arriérés (nets)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire:																			
Solde primaire	1 405	1 525	-2 296	634	1 420	1 417	-18	2 818	983	-36	692	1 639	189	-859	-11 724	-12 395	-7 304	6 360	-215%
Dépenses totales (Décaissements de l'Administration Centrale)	5 872	5 850	12 152	23 874	6 607	6 149	6 803	19 560	6 514	7 180	6 859	20 553	6 272	8 066	19 700	34 038	98 025	78 557	25%
Solde global avant prêts et dons (Cash)	1 394	1 524	-2 599	320	1 327	1 335	-140	2 522	875	-142	539	1 271	77	-1 061	-11 747	-12 731	-8 618	5 092	-269%
Prêts bruts et dons étrangers (Décaissés)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 341	1 395	0	3 736	3 736	1 055	254%
Solde global après prêts et dons étrangers (Cash)	1 394	1 524	-2 599	320	1 327	1 335	-140	2 522	875	-142	539	1 271	2 418	334	-11 747	-8 995	-4 882	6 147	-179%

Note: Les Recettes sont en base caisse et les Dépenses sont en base engagement à l'exception des traitements et salaires ainsi que le paiement d'intérêt sur les titres publics.

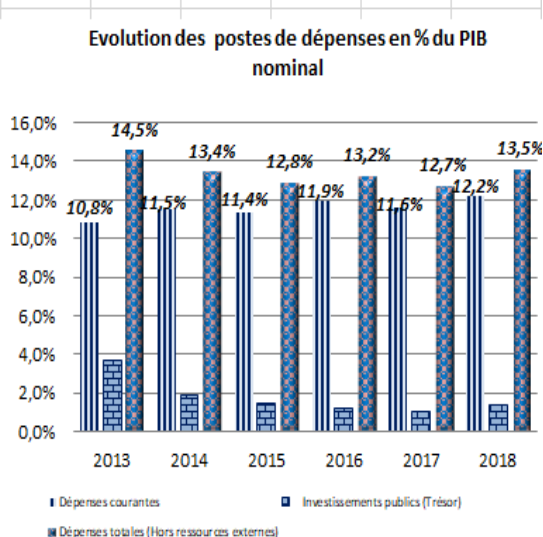
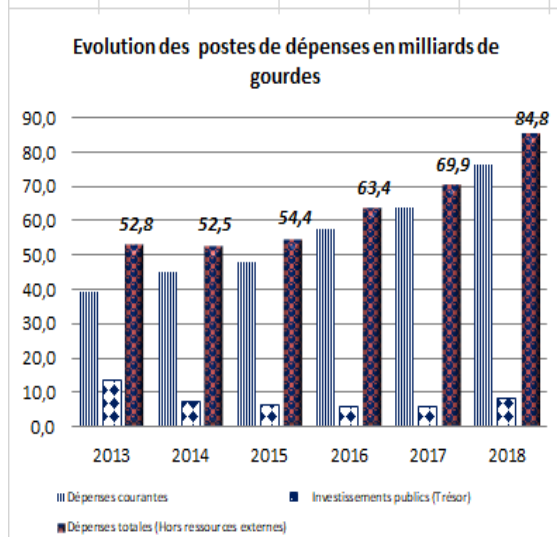
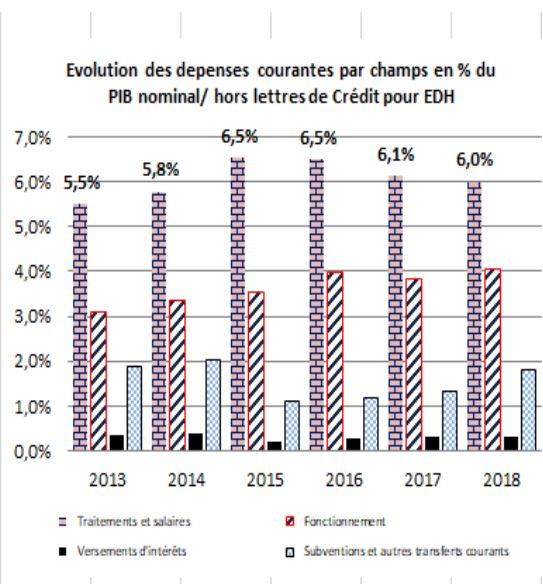
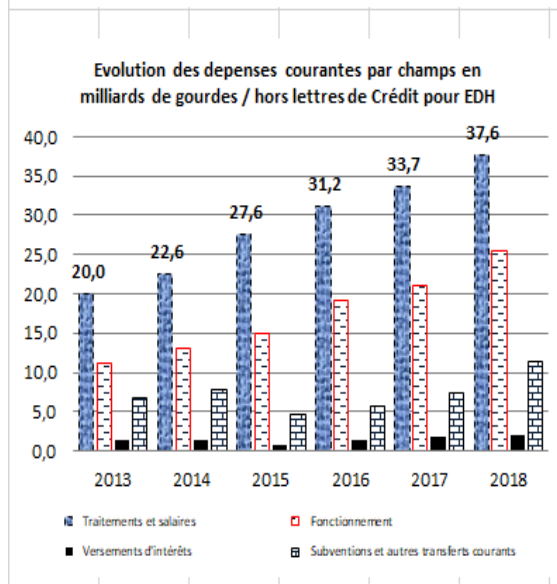
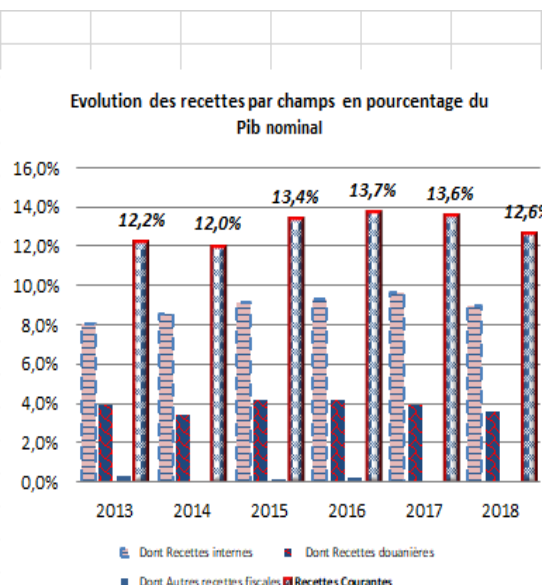
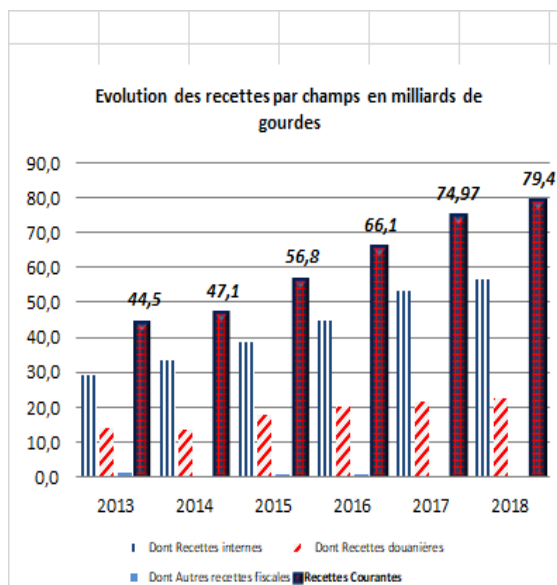
La mention "pour mémoire" caractérise toutes les informations qui ne participent pas aux calculs.

Le coût des élections est inclus dans les dépenses de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)
Situation Économique et Financière d'Haïti
Période : Exercice fiscal 2017-2018

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES						
Etat d'exécution des dépenses budgétaires (par institutions et par secteurs) à partir du Trésor Public						
Octobre 2017 - Septembre 2018						
(En Millions de Gourdes)						
	CREDIT 17-18 Rectificatif	Dépenses courantes		DEPENSES D'INVESTISSEMENTS PUBLICS	Total	% des crédits consommés
		Salaires	FONCTIONNEMENT			
POUVOIR EXECUTIF	100 204,85	35 214,45	35 523,86	18 213,19	88 951,50	88,77%
SECTEUR ECONOMIQUE	22 024,42	6 376,41	4 258,60	6 536,30	17 171,31	77,96%
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	6 559,96	531,32	573,03	2 953,70	4 058,06	61,86%
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	6 319,41	3 053,46	2 459,21	424,97	5 937,64	93,96%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES & DU DÉVELOPPEMENT RURAL	2 743,21	926,86	529,25	566,70	2 022,81	73,74%
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORT & COMMUNICATION	4 540,29	898,73	294,97	2 259,40	3 453,09	76,05%
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	746,83	401,31	166,87	131,29	699,47	93,66%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	873,62	421,82	166,04	176,82	764,68	87,53%
MINISTÈRE DU TOURISME	241,09	142,90	69,23	23,42	235,55	97,71%
SECTEUR POLITIQUE	22 763,44	11 943,06	9 694,13	493,64	22 130,83	97,22%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	12 054,64	9 094,56	2 513,91	223,49	11 831,96	98,15%
MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT À L'ÉTRANGER	118,00	74,94	23,38	14,90	113,23	95,95%
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	3 570,08	349,31	3 208,85	12,85	3 571,02	100,03%
LA PRÉSIDENTE	1 753,17	661,45	1 056,08	32,19	1 749,72	99,80%
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	2 123,21	686,21	1 329,29	62,12	2 077,62	97,85%
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	2 539,88	864,97	1 239,86	92,02	2 196,85	86,49%
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	604,46	211,62	322,76	56,07	590,44	97,68%
SECTEUR SOCIAL	21 939,73	16 044,39	3 606,69	1 024,66	20 675,74	94,24%
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	13 738,72	10 343,40	2 334,69	491,82	13 169,91	95,86%
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1 399,09	850,60	272,29	52,81	1 175,70	84,03%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5 688,45	4 380,47	609,44	320,85	5 310,76	93,36%
MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	221,20	130,27	57,10	16,25	203,63	92,05%
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	892,26	339,65	333,17	142,93	815,75	91,42%
SECTEUR CULTUREL	1 904,64	850,59	890,96	78,86	1 820,41	95,58%
MINISTÈRE DES CULTES	199,55	90,22	91,97	17,99	200,18	100,31%
MINISTÈRE DE LA CULTURE	1 359,26	530,15	698,36	51,12	1 279,63	94,14%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	345,83	230,23	100,62	9,75	340,60	98,49%
AUTRES ADMINISTRATIONS	31 572,63	-	17 073,48	10 079,73	27 153,21	86,00%
INTERVENTIONS PUBLIQUES	17 172,60	-	15 294,10	32,33	15 326,43	89,25%
DETTE PUBLIQUE	14 400,03	-	1 779,38	10 047,40	11 826,78	82,13%
POUVOIR LEGISLATIF	5 912,64	3 618,29	2 102,56	161,95	5 882,80	99,50%
SENAT DE LA RÉPUBLIQUE	2 230,86	1 335,51	751,02	114,48	2 201,02	98,66%
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	3 681,78	2 282,78	1 351,54	47,46	3 681,78	100,00%
POUVOIR JUDICIAIRE	1 477,65	1 115,86	254,48	106,74	1 477,09	99,96%
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE	1 477,65	1 115,86	254,48	106,74	1 477,09	99,96%
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	294,97	210,00	77,18	25,18	312,36	105,90%
COUR DE CASSATION	142,22	86,48	39,74	15,78	141,99	99,84%
COUR D'APPEL	112,08	80,95	19,25	17,65	111,85	105,15%
TRIBUNAUX	928,39	738,43	118,31	48,13	904,88	97,47%
ORGANISMES INDÉPENDANTS	2 747,16	1 935,61	659,36	54,02	2 648,99	96,43%
COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	768,36	428,99	277,26	25,58	731,83	95,25%
CONSEIL ÉLECTORAL	496,24	386,73	100,47	9,50	496,70	100,09%
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	70,40	39,50	23,72	7,17	70,39	99,99%
UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI	1 377,12	1 062,99	240,28	11,77	1 315,03	95,49%
ACADÉMIE DE LA CULTURE	35,03	17,41	17,62	-	35,03	99,99%
TOTAL	110 342,30	41 884,21	38 540,26	18 535,90	98 960,37	89,68%

/1 les fonds du Trésor Public regroupent les recettes internes et les ressources fournies sous forme d'appui budgétaire direct par les institutions financières internationales

/2Les dépenses d'investissement sont réparties en financement de projets, immobilisations et amortissements de la dette.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

Situation Économique et Financière d'Haïti

Période : Exercice fiscal 2017-2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR					
En millions de gourdes constantes					
Branches d'activité	2013-14	2014-15	2015-16*	2016-17**	2017-18***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3311	3131	3227	3254	3287
Industries Extractives	19	20	20	21	21
Industries Manufacturières	1206	1261	1280	1293	1308
Electricité et Eau	70	70	72	73	73
Bâtiments et Travaux Publics	1586	1622	1625	1639	1674
Com., Restaurants et Hôtels	4323	4441	4474	4524	4564
Transports et Communications	1158	1189	1194	1206	1218
Autres Services Marchands	1779	1817	1865	1894	1939
Services non Marchands	1705	1761	1788	1803	1842
Branche Fictive ¹	-966	-981	-992	-995	-1001
Valeur ajoutée brute totale	14191	14331	14553	14712	14925
Impôts moins subventions sur les produits	1248	1295	1300	1327	1352
Produit intérieur brut	15439	15626	15853	16039	16277
Taux de croissance en %	2.8	1.2	1.5	1.2	1.5

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
En millions de gourdes courantes					
	2013-14	2014-15	2015-16*	2016-17**	2017-18***
PIB	391635	423644	481212	551911	631829
Importations	206520	214128	253214	311769	369449
Offre Globale	598155	637772	734426	863680	1001278
Consommation	404470	415754	488009	599785	710109
Investissement	121165	137258	146701	159925	183275
Exportations	72520	84760	99716	103970	107894
Demande Globale	598155	637772	734426	863680	1001278
En millions de gourdes constantes					
	2013-14	2014-15	2015-16*	2016-17**	2017-18***
PIB	15439	15626	15853	16039	16277
Importations	22121	22603	22793	23260	23618
Offre Globale	37560	38229	38646	39299	39895
Consommation	24896	25103	25408	26092	26406
Investissement	5864	6078	6143	6198	6341
Exportations	6800	7048	7095	7009	7148
Demande Globale	37560	38229	38646	39299	39895

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Notes : * Semi-définitifs - ** Provisoires - *** Estimations